L'importance du capital social dans le développement rural, les réseaux et les prises de décision dans les zones rurales

Georg Wiesinger

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/rga/350>

DOI : 10.4000/rga.350

ISSN : 1760-7426

Traduction(s) :

The importance of social capital in rural development, networking and decision-making in rural areas -

URL : <https://journals.openedition.org/rga/354> [en]

Éditeur :

Association pour la diffusion de la recherche alpine, UGA Éditions/Université Grenoble Alpes

Édition imprimée

Date de publication : 15 décembre 2007

Pagination : 29-42

ISBN : 978-2-200-92331-0

ISSN : 0035-1121

Référence électronique

Georg Wiesinger, « L'importance du capital social dans le développement rural, les réseaux et les prises de décision dans les zones rurales », *Journal of Alpine Research | Revue de géographie alpine* [En ligne], 95-4 | 2007, mis en ligne le 03 mars 2009, consulté le 08 décembre 2022. URL : <http://journals.openedition.org/rga/350> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/rga.350>

Ce document a été généré automatiquement le 8 décembre 2022.

Creative Commons - Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International
- CC BY-NC-ND 4.0

<https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/>

L'importance du capital social dans le développement rural, les réseaux et les prises de décision dans les zones rurales

Georg Wiesinger

- 1 Le changement structurel dans le domaine de l'agriculture et dans les zones rurales s'est accéléré au cours des dernières décennies, pour des raisons économiques, politiques et socioéconomiques. Les impacts en ont été à la fois positifs et négatifs. Le terme de « marginalisation rurale » englobe un ensemble de tendances problématiques, particulièrement marquées dans les régions européennes isolées et défavorisées. Parmi ces tendances, l'on peut citer le déclin socioéconomique et culturel, traduit notamment par le chômage, la pauvreté et l'exclusion sociale, la fermeture d'entreprises agricoles, le vieillissement de la population, la « fuite des cerveaux », la perte d'infrastructures et de services, la dégradation de l'environnement, du paysage, de la biodiversité, l'afforestation, l'abandon de certains terrains ou encore la perte de traditions et d'identités locales.
- 2 La marginalisation agricole doit être appréhendée comme élément d'un phénomène plus large : celui de la marginalisation rurale. Longtemps, celle-ci a été au centre des initiatives de planification régionale et de développement rural mais également des études en sociologie rurale ou en politique. Ces effets non souhaités et, la plupart du temps, involontaires, sont le produit d'évolutions tant locales que globales (mesures insuffisantes en matière de développement rural, globalisation, télécommunications) mais sont également dus à des « aspects intrinsèques » qui renvoient aux structures sociales des communautés locales.
- 3 Le développement régional appliqué ne révèle aucune corrélation évidente entre le montant du budget, les instruments politiques utilisés ou les efforts entrepris et le succès effectivement rencontré. Malgré d'importants moyens financiers et une succession de mesures diverses, les résultats du développement rural demeurent

insatisfaisants ou, du moins, peu durables dans de nombreuses régions. Alors que la situation sociale, économique et environnementale est remarquable dans d'autres régions qui reçoivent, elles, très peu de soutien extérieur.

- 4 La marginalisation rurale peut en grande partie s'expliquer par les conditions peu favorables et un manque de ressources, mais pas uniquement et pas dans toutes les régions.
- 5 Certaines régions de faible densité, aux conditions économiques et climatiques peu favorables, et qui ne font pas l'objet de politiques locales d'envergure, s'avèrent plus viables que certaines régions bien plus aisées. Une sorte d'atout impondérable semble être impliquée dans la dynamique de marginalisation. Il s'agit là d'un questionnement relatif à l'économétrie des indicateurs, qui requiert une approche différente. Le « capital social » a été introduit dans de nombreuses publications récentes comme un outil ou « maillon manquant » permettant d'expliquer cette dynamique complexe. Dans le présent article, nous nous demanderons si le capital social peut aider à combler ce fossé, et si tel est le cas, dans quelle mesure. Afin de mieux cerner les différentes interfaces et relations, l'article développe un modèle qui combine le concept d'habitus de Pierre Bourdieu appliqué à l'échelle territoriale au concept de capital social tel qu'employé par Robert Putnam.
- 6 Nombreuses sont les réflexions de cet article qui ont été inspirées par la recherche « Strengthening the Multifunctional Use of European Land – ENROLAN », menée dans le cadre du cinquième PCRD autour des questions de développement technologique. L'objectif de ce projet était de mieux comprendre comment l'occupation multifonctionnelle du sol peut aider à combattre les problèmes de marginalisation et d'abandon de sites en Europe¹.

Capital social, société civile et territoire

- 7 Dans un contexte où la globalisation et le néolibéralisme sont les paradigmes économiques dominants, les infrastructures et services publics sont réduits. Les zones rurales isolées sont les plus touchées par ces transformations qui portent atteinte aux structures économiques et socio-culturelles de la société. Les personnes qui, d'un point de vue social, sont les plus défavorisées et les plus fragiles, sont également celles qui souffrent le plus d'une réduction de l'assistance et des services sociaux. La pauvreté rurale et l'exclusion sociale deviennent de plus en plus fréquentes à travers l'Europe. En même temps, l'idée selon laquelle il faut s'intéresser au potentiel endogène des régions a le vent en poupe. L'assistance mutuelle et le self-empowerment sont considérés comme un remède contre tous les effets néfastes et devraient permettre de générer une certaine participation aux échelles locales et régionales. Des initiatives communes telles que les programmes LEADER ou INTERREG incités par l'Union Européenne illustrent ce type de démarche. Le principe est que les populations locales doivent s'appuyer sur leur propre pouvoir et moins sur le soutien du secteur public. Si beaucoup s'accordent à dire que la tendance en matière de participation, d'engagement civique et d'autonomie est positive, de nombreux aspects plus inquiétants subsistent. John Locke (1632-1704) a probablement été le premier à avoir introduit le terme de « société civile ». Si dans l'état de nature chaque individu a le droit d'appliquer la loi naturelle pour défendre des intérêts liés à la propriété, la formation d'une société civile implique que tous les individus rendent ce droit à la communauté entière. Le terme de

société civile et, plus récemment, celui de « capital social », se réfèrent à l'espace de plus en plus important qui sépare l'individu du gouvernement ou de l'État. Cela implique une certaine restructuration de la gouvernance ou de la gouvernamentalité (Foucault, 1991).

- 8 De nombreuses enquêtes ont été menées sur la question de capital social depuis le début des années 1980 et tout particulièrement au cours des années 1990, et un nombre croissant d'articles et d'études a été publié (Bourdieu, 1986 et 1993 ; Putnam, 1993 et 2000 ; Coleman, 1988 ; Woolcock, 1998 ; Fukuyama, 1999 ; Burt, 2000 ; Norris, 2003 ; Tillberg Mattsson et al., 2004 ; Árnason et al., 2004). Bourdieu (1979 et 1986) et Coleman (1988), qui ont mené les premiers travaux à ce sujet, ont mis l'accent sur l'importance des liens sociaux et des normes partagées lorsqu'il s'agit de bien-être et d'efficacité économique. Leur concept a été très largement utilisé sans l'étude des inégalités sociales et des structures sociales hiérarchisées. En outre, Putnam (1993 et 2000) a fait le lien entre la notion de capital social et l'importance des associations civiques et des organisations volontaires ; il a également souligné certains bénéfices du contrôle social.
- 9 D'après le concept d'habitus développé par Bourdieu (1986), il existe différentes formes de capital. Le capital économique peut immédiatement et directement être converti en argent et peut être institutionnalisé sous forme de droits de propriété. Le capital culturel de Bourdieu, qui peut être institutionnalisé sous forme de diplômes, inclut ce que les économistes considèrent comme capital humain, mais il s'agit d'un concept plus large. Pour Bourdieu enfin, le concept de capital social englobe les ressources dérivées de l'appartenance d'une personne à un groupe. Ainsi, les liens qui fondent le capital social peuvent être construits sur la base de relations ou d'échanges matériels et/ou symboliques, ils peuvent aussi être institutionnalisés sous forme d'un titre de noblesse. Le capital social peut se définir comme l'ensemble des ressources actuelles ou potentielles qui sont liées à la jouissance d'un réseau durable de relations plus ou moins institutionnalisées de connaissances ou de reconnaissance mutuelles.
- 10 L'appartenance à un groupe offre à chacun des membres le soutien du capital, propriété collective qui, telle une pièce d'identité, leur confère une certaine légitimité. D'après Bourdieu, la quantité de capital social détenue par un individu dépend de sa capacité à mobiliser un réseau social et du capital détenu par les autres membres de ce réseau (qu'il s'agisse d'un capital économique, culturel ou symbolique). À l'instar d'autres types de capital, le capital social est distribué, mobilisé, utilisé, transformé et échangé de façon irrégulière au sein de la société.
- 11 Dans son ouvrage intitulé *Making Democracy Work* (1993), Putnam explore les conditions permettant la création d'institutions démocratiques efficaces aptes à engendrer la croissance économique. Putnam souligne que certains aspects de l'organisation sociale, tels que la confiance, les normes et les réseaux d'engagement civique (associations) peuvent apporter une aide significative aux sociétés afin qu'elles surmontent le dilemme de l'action collective. Putnam utilise le capital social comme attribut de la structure sociale dans laquelle une personne est ancrée, et met l'accent sur le fait que le capital social « n'est la propriété privée d'aucune des personnes qui en bénéficient » (Putnam, 1993, 170). Les réseaux d'engagement civique tels que les associations de quartier, les chorales, les coopératives, les clubs sportifs, représentent une interaction horizontale intense qui fait la promotion de la confiance, de la réciprocité et de la coopération avec la société. Par opposition, les réseaux verticaux tels que les relations patron-client ne peuvent, d'après Putnam, pérenniser la confiance et la coopération

sociales. Ils tendent plutôt à ébranler la solidarité, particulièrement parmi les clients. Le « rayon de confiance » est un cercle de personnes au sein duquel opèrent les normes coopératives (Fukuyama, 1999). Le capital social facilite l'accès aux ressources (Rifkin, 2001) ; il est considéré comme le produit de réseaux, eux-mêmes définis comme réseaux d'acteurs sociaux, ou ensemble de nœuds et de flux d'informations et de ressources. Tillberg et al. (2004) soulignent en outre que les réseaux peuvent être soit formels et dotés d'une structure publique et explicite, soit informels, sans nom explicite, mais néanmoins identifiable comme ensemble de nœuds et de flux.

- 12 Ainsi, le rôle de l'Union Européenne dans l'introduction de modes d'organisation et de coopération innovants, tels les groupes d'action locale créés par les programmes LEADER, doit également être reconnu à ce titre.
- 13 Putnam a proposé le ratio du nombre d'associations par habitant pour mesurer le capital social à l'échelle locale. Cependant il s'attarde peu sur la structure de la population locale attirée par ces associations ou sur la question du genre ; alors que les femmes, les enfants et les personnes dont les intérêts culturels ou le style de vie sont distincts, peuvent ne pas être concernés par les associations en question. Norris et Inglehart (2003) ont mis l'accent sur le fait que l'adhésion à une association peut être segmentée verticalement et horizontalement entre hommes et femmes. En réalité, c'est souvent les femmes qui font la promotion de la cohésion sociale auprès de leurs réseaux formels et informels.
- 14 L'approche territoriale de la notion de capital social a été initiée par Rifkin (2001). Il affirme que toute culture vivante s'inscrit dans un territoire car c'est là qu'elle trouve la proximité, l'intimité. Sans intimité, il est impossible de tisser des liens de confiance ou d'engendrer un véritable sentiment d'empathie. Notre nature la plus ancienne est ancrée dans la spatialité autant que dans la temporalité. Parallèlement, a lieu un processus d'écartèlement entre l'espace et le temps, et par conséquent une perte d'intimité (Giddens, 1990). Les sociétés locales sont héritières des communautés historiques traditionnelles, mais elles ne sont ni stables ni inertes. Il existe un processus ininterrompu de transformation dans les zones rurales : les modes de vies, les structures démographiques et la cohésion sociale sont en mutation. Pourtant, le territoire est plus qu'une simple convention sociale et l'ancrage dans un lieu est toujours valorisé : certains sont attachés à un lieu, d'autres à une communauté, d'autres encore sont attachés aux deux. Les nouveaux modes de communication ont réduit les contraintes imposées par le temps dans la formation de liens sociaux, mais il demeure un besoin de proximité entre les populations. L'expérience individuelle avec un territoire sur le long-terme contribue également au capital social.
- 15 Cependant les côtés sombres de « l'impératif territorial » doivent également être pris en compte. Si les communautés locales tendent à enfermer leurs citoyens tout en assistant les personnes dans le besoin, ces réseaux peuvent engendrer des dynamiques d'exclusion sociale pour tous ceux qui ne peuvent ou ne souhaitent pas adhérer aux normes sociales de la communauté locale. Les jeunes aux modes de vie différents, les personnes qui défendent des idées différentes de la majorité, celles et ceux qui ne participent pas aux associations locales ou aux congrégations religieuses, peuvent faire l'expérience des côtés sombres d'un territoire (Dax/Machold, 2003). De plus, les communautés locales ont une propension à se montrer hostiles envers les nouveaux arrivants et freiner ainsi les innovations. Arnason et al. (2004) ont récemment étudié le concept de capital social dans le contexte du développement rural. Ils ont défendu

d'une part l'idée selon laquelle le capital social peut avoir une incidence sur la performance, la compétitivité et la cohésion sociale d'une communauté. Les réseaux peuvent être perçus comme articulant les flux d'information et de ressources qui produisent le développement rural et, plus généralement, du lien social. Mais l'atout impondérable du capital social peut être affecté par les politiques, tant positivement que négativement. Des mesures qui encouragent la création de réseaux et de modes de travail valorisant la coopération sont des éléments de poids dans la création de capital social. D'un autre côté, les politiques qui encouragent la concurrence, divisant les habitants des zones rurales entre gagnants et perdants, peuvent aussi nuire aux dynamiques positives de développement et pourraient même entraîner une décomposition de la structure sociale rurale. Des exemples existent dans certains territoires agricoles des États-Unis (Schubert, 2005).

Cadre théorique

- 16 Nous allons maintenant nous intéresser au rôle du capital social dans le développement rural et dans la lutte contre la marginalisation, en formalisant nos idées à travers ce schéma.
- 17 Ce schéma ne se réfère qu'à l'échelle locale, qu'à une communauté locale. Nous sommes tous conscients qu'il existe de nombreuses questions suprarégionales et des interdépendances avec le monde extérieur (globalisation, politiques nationales et internationales qui ne sont pas explicitement centrées sur la zone locale etc.) ; celles-ci forment l'environnement institutionnel de la prise de décision locale. Les mesures politiques (a) comprennent tout type de politique, qu'elle soit agricole, environnementale, rurale, économique, sociale, culturelle ou qu'elle soit relative au développement. Les instruments sont considérés comme des outils au service de la mise en œuvre de ces mesures politiques.

Figure1. Conceptualisation du capital social, du développement rural et de la marginalisation.

- 18 La multifonctionnalité se réfère aux résultats des activités économiques exercées sur une localité, autres que le produit prévu dont les externalités sont positives. La préservation des paysages ruraux, la prévention de la dépopulation et le développement de zones rurales viables peuvent être considérés comme biens communs. Par conséquent, la multifonctionnalité résultant de n'importe quelle activité

doit être prise en compte dans l'élaboration des politiques et en matière de planification, et doit par conséquent être au cœur des décisions politiques.

- 19 La marginalisation (b) a été généralement définie plus haut comme un déclin économique, agricole, environnemental et socioculturel. Une des approches traditionnelles utilisées pour étudier l'impact de politiques consiste à analyser des indicateurs statistiques quantitatifs qui définissent certains seuils de marginalisation (c). Mais les informations tirées des différentes bases de données n'expliquent que partiellement la corrélation entre l'ensemble des catalyseurs et le devenir d'une région donnée.

- 20 Certaines mesures politiques rencontrent le succès dans certains territoires et échouent dans d'autres. Les raisons qui expliquent des performances si différentes entre deux territoires caractérisés par des conditions physiques et économiques similaires méritent que l'on s'interroge. Nous pouvons identifier au moins quatre interactions potentielles hormis les cas de non-impact : un ensemble approprié de politiques du point de vue de la théorie économique (+) peuvent soit améliorer la situation (+) soit ne pas apporter d'amélioration (-) ; un ensemble inapproprié de politiques ou l'absence de politiques (-) peut inciter à la marginalisation (-) ou, contre toute attente, la situation peut s'améliorer (+). Puisque la corrélation (+) à (+) et (-) à (-) semble logique, nous avons souhaité concentrer nos efforts sur les relations anomiques entre (+) et (-). Pour ce faire, nous devons notamment nous demander dans quelle mesure le capital social peut expliquer ces anomies.

- 21 Les outils et mesures politiques peuvent en outre influencer la création et l'affaiblissement voire la destruction du capital social. Le lien entre politiques et capital social peut être défini comme « gouvernance » ou « gouvernementalité » (d). Les gouvernances régionale et locale forment le contexte politique où l'interaction a lieu. En parlant de gouvernance, nous nous référons au fait que les politiques sont de plus en plus fréquemment élaborées et mises en œuvre grâce à une coopération entre le secteur public et les acteurs du marché et de la société civile ; le contrôle et la commande laissent la place au steering, en d'autres termes à la conduite. La gouvernementalité définit « l'art du gouvernement » au sens large, c'est-à-dire un gouvernement qui ne se limite pas ici aux politiques de l'État, mais qui inclut une grande diversité de formes de contrôles techniques, et qui s'applique à une large gamme d'objets, du contrôle de soi au contrôle « biopolitique » des populations (Foucault, 1991).

- 22 Le champ entre le capital social et le résultat peut être défini comme relevant du registre de la perception (e). Dans la mesure où le capital social est immanent aux populations et est construit par les habitants qui peuplent un territoire, la façon dont les populations perçoivent la situation donnée (socio-économique, culturelle, environnementale etc.) est cruciale. Certaines questions peuvent être considérées comme des problèmes, d'autres pas. De même, la perception d'un même phénomène varie d'une personne à l'autre, notamment en raison de l'âge, du genre, de la profession, de l'éducation et du vécu. La situation donnée affecte également le capital social. L'abandon, la modification de l'occupation des sols et du paysage, la marginalisation économique et socioculturelle peuvent causer un affaiblissement du capital social ; la richesse et la prospérité peuvent faciliter la création de capital social. Un contexte de richesse et de prospérité peut également perturber le tissu social traditionnel, sans pour autant en créer un nouveau. Au contraire, un territoire qui, du

point de vue des principaux flux économiques et sociaux, est marginal, peut détenir un capital social viable, même s'il est menacé par l'exode des plus actifs, notamment des jeunes.

- 23 Dans le discours néolibéral actuel, le concept de capital social est parfois considéré comme un remède endogène. Alors que l'État se retire (f), le capital social est perçu comme un substitut des services précédemment gérés par le secteur public. Mais un développement négatif dans l'économie locale peut également détruire le capital social en exerçant des demandes trop importantes sur la solidarité des personnes et le maintien des filets sociaux, trop exigeants et au-delà des capacités des populations restantes. Un capital politique fort implique des capacités de négociation et de participation à la prise de décision qui peuvent par exemple être mobilisées face aux processus de marginalisation.
- 24 D'autres questions et conclusions peuvent être tirées de ce schéma. En premier lieu, il convient de se demander si le capital social contribue réellement à expliquer le succès ou l'échec de politiques et les variations et dynamiques du développement rural. Est-il possible d'atteindre la prospérité et de combattre la marginalisation sans tenir compte du concept de capital social ? Ou pouvons nous envisager d'autres explications ?

Figure 2. Régions définies en fonction de la distribution de types de capital.

Source : Wiesinger 2007.

- 25 Nous allons maintenant illustrer nos propos à l'aide de trois prototypes de région (régions A, B et C), classées d'après la répartition et la disponibilité des différents types de capital. Nous discuterons les différentes modalités de perception de la marginalisation que les populations expriment, en fonction de cette répartition des types de capital. Nous sommes conscients que d'autres types de régions pourraient être définis en se basant sur toutes les autres combinaisons de capital possibles, telles que

les régions où il existe un manque de capital économique, culturel/intellectuel, social etc.

- 26 En appliquant ce schéma, il est possible de définir des prototypes de région, en fonction de la distribution du capital. Cette figure illustre seulement la part relative de la distribution du capital. Une pyramide en trois dimensions serait nécessaire à l'illustration de la part absolue du capital (la quantité totale de capital social ne déclinera pas lorsque le capital augmente, etc.)
- Région A : région rurale isolée, avec un faible capital économique, culturel/intellectuel (faible niveau d'éducation, fuite des cerveaux, fort taux de chômage, fort vieillissement de la population, exode, déclin agricole et afforestation) mais un fort capital social (associations, confiance mutuelle, quartier, normes solides)
 - Région B : région de navetteurs ; moins isolée et marginalisée du point de vue économique ; le capital économique et culturel/intellectuel est plus élevé que celui de la région A, mais le capital social est plus faible. Dans la mesure où l'accessibilité de la région B est meilleure que celle de la région A, la majeure partie de la population est constituée de navetteurs et ne consacre que peu de temps à l'engagement civique au sein de leur communauté. Cette situation peut soit déboucher sur de meilleures conditions pour l'agriculture et sur une moindre rotation de l'occupation des sols, sur l'abandon et l'afforestation spontanée, soit, au contraire, sur une tendance d'abandon et d'afforestation marquée en raison d'un niveau d'industrialisation plus élevé, voire sur une forte tertiarisation, qui va souvent de pair avec l'abandon de terres agricoles.
 - Région C : région périurbaine, bénéficiant de nombreux nouveaux arrivants et de navetteurs qui n'accordent qu'un faible intérêt aux affaires de la communauté locale ; le capital économique et culturel/intellectuel est bien plus élevé que dans les régions A et B ; le niveau de capital social est très faible. En général, le déclin du capital social n'est pas dû au fait que les habitants sont des navetteurs comme ceux de la région B, mais qu'un grand nombre de nouveaux arrivants modifient le réseau social. Les personnes élevées dans la communauté et celles qui s'y installent vivent dans deux mondes différents (Burnett, 1998).
- 27 Les régions B et C sont caractérisées par une érosion des associations locales, de la confiance et de la vie culturelle alors qu'au sein de la région A, la vie de la communauté est soutenue par le capital social malgré la marginalisation économique et culturelle. En termes de marginalisation sociale, la situation de la région A est meilleure que celle de la région B et C, mais temporairement seulement : la situation n'est pas durable dans la mesure où le manque de dynamisme économique et d'opportunités en matière d'emploi poussent les jeunes à émigrer.
- 28 À l'aide de cette typologie, nous pouvons amener un certain nombre d'autres questionnements. Comment les populations des régions A, B et C perçoivent-elles la situation donnée dans leur région en termes d'économie, de société, de culture et de développement environnemental ? La situation a-t-elle une influence sur l'attitude des populations locales ? Contentons-nous de considérer la relation entre le capital social et l'état de l'environnement (en incluant le paysage, la biodiversité etc.) Nous pourrions postuler que dans la région A, les populations considèrent davantage leur environnement comme une ressource matérielle pouvant être extraite et utilisée ; en revanche la population de la région B, mais aussi et par-dessus tous les nouveaux arrivants dans la région C, mettront l'accent sur la valeur du paysage naturel et de l'environnement.

Tester le concept

- 29 Afin d'examiner le rôle spécifique et l'importance du capital social à l'échelle micro d'une communauté dans une zone isolée et menacée par la marginalisation, nous appliquerons les notions d'association, de confiance et de civisme que Putnam associe au capital social. Pour ce faire, nous avons choisi les exemples les plus extrêmes parmi les communes de la région autrichienne étudiée dans le cadre du programme EUROLAN.
- 30 Schwarzbach im Gebirge, située dans le district de Neunkirchen, dans le sud de la Basse-Autriche, affiche les plus mauvais chiffres en matière d'indicateurs socio-économiques – dépopulation, vieillissement, fuite des cerveaux et exode. Elle a perdu plus de 60 % de sa population au cours des 150 dernières années – un déclin qui perdure. La population a chuté de 30 % supplémentaires depuis 1970. En 2001, seules 831 personnes vivaient à Schwarzbach, soit une densité de 4,4 habitants au km². Aujourd'hui, un quart de la population a plus de 60 ans. Le problème principal tient au fait que pour accéder à l'éducation (collège, université), les jeunes sont contraints de quitter la région ; une fois leurs études terminées ils ne trouveront pas d'emploi qualifié dans leur région d'origine : 15 à 20 % des jeunes quittent donc Schwarzbach définitivement. Seules les personnes dont le niveau d'éducation est plus faible restent ; le niveau d'éducation de Schwarzbach est par conséquent assez faible. Du point de vue géographique, Schwarzbach est isolée comparée aux autres municipalités du district. En hiver, en cas d'importantes chutes de neige, les accès routiers sont souvent bloqués en raison de risques d'avalanche. La vie quotidienne et les trajets domicile-lieu de travail sont rendus difficiles. Le tourisme ne joue pas un rôle important à Schwarzbach ; l'économie locale est fondée sur quelques entreprises artisanales et industrielles. Les navetteurs représentent environ 40 % des employés. Les personnes qui parviennent à trouver un emploi ailleurs (souvent à Vienne) tendent à migrer de manière permanente. Le principal problème concerne le nombre limité d'emplois qualifiés dans la région. Les tentatives de créer de tels emplois se sont soldées par des échecs. Plusieurs raisons expliquent cela.
- 31 Pourtant, malgré ces conditions socio-économiques peu favorables, la communauté est toujours vivante. D'après notre typologie, Schwarzbach peut-être classée comme région de type A ; le capital social et économique est faible mais il existe de solides liens sociaux. Le nombre d'associations traditionnelles est extraordinairement élevé. Grâce au large choix d'associations, rares sont les habitants à ne pas être impliqués dans la vie socioculturelle de la municipalité. On remarque également que plusieurs associations présentent un plus grand intérêt pour les femmes que pour les hommes. La plupart des jeunes sont bien intégrés dans les associations traditionnelles mais certains proposent de nouvelles idées, souvent soutenues par les administrations municipales. Du point de vue de la confiance, les populations sont prêtes à soutenir leurs voisins. Les modes de vie familiaux semblent évoluer comme ailleurs. 40 % des femmes élèvent seules leurs enfants, même dans cette zone rurale reculée. Les femmes et les jeunes filles gagnent en indépendance. Si le nombre d'employés et de navetteurs est plus élevé parmi les hommes que parmi les femmes, ces dernières disposent aujourd'hui de leur propre véhicule et sont par conséquent assez mobiles. Elles s'organisent au sein de groupes sociaux ; la vie de famille perd de son importance. Les familles nombreuses deviennent

rare, les hommes travaillent à l'extérieur et les enfants sont élevés et éduqués dans des kindergartens et des écoles. La mobilité accrue génère également de nouveaux liens sociaux. L'importance du civisme (respect des règles et des normes) a été débattue lors de discussions de groupes et au cours d'entretiens individuels ; ces discussions ont montré une certaine réticence à l'idée de conserver ces règles et réglementations. La majorité de la population agit suivant l'idée de justice. Elle tend donc à s'opposer à une décision plutôt qu'à la subir lorsqu'elle n'en saisit pas l'importance.

- 32 Un autre indicateur pertinent du capital social concerne l'engagement politique et la participation aux élections. Lors des élections locales, la participation à Schwarzaue est plus importante que la moyenne du district et de la province. Pour les élections nationales en revanche, la participation est plus faible que la moyenne du pays. Cela suggère que la population de Schwarzaue accorde une importance privilégiée aux affaires locales.

Figure 3. Résultats et taux de participations aux élections locales et nationales, Schwarzaue im Gebirge.

	ME 2005 %	ME 1995 %	ME 1990 %	NE 2002 %	NE 1999 %	NE 1995 %
Taux de participation						
Schwarzaue	76,50	86,23	87,78	86,45	83,08	85,10
Neunkirchen	71,30	77,99	80,74	86,58	83,15	87,61
Lower Austria	71,17	75,32	78,90	89,09	85,95	89,15
Voix valides	96,83	97,97	98,22	97,68	98,00	97,18

ME : élections municipales, NE : élections nationales

- 33 Ces résultats suggèrent fortement que le capital social joue un rôle significatif pour la municipalité de Schwarzaue. Le capital social semble réellement capable d'intégrer les populations, de contrer les problèmes économiques et de conserver un environnement d'assez bonne qualité en maintenant l'occupation des sols et la culture. Le capital social est l'une des dimensions principales des communautés socialement organisées ; il permet également plus aisément aux citoyens de résoudre collectivement des problèmes. Les personnes impliquées dans les associations locales et dans la vie de la communauté se sentent également plus proches de leur quartier et de leur environnement physique.
- 34 Cependant, même à Schwarzaue, nous pouvons nous attendre à un délitement de la communauté si la population passe en deçà d'un certain seuil ; l'infrastructure sera amoindrie et le capital économique et culturel déclinera davantage. Nous pouvons donc conclure que le capital social ne représente pas entièrement le chaînon manquant entre les forces motrices et l'avancement de la marginalisation, même s'il peut contribuer à mieux comprendre ces dynamiques. De ce fait, un capital social fort –tel qu'il existe à Schwarzaue – mitige les effets de la marginalisation, même dans un contexte où les indicateurs de marginalisation suggèrent le contraire.

Le désenchantement du capital social

- 35 Quelles conclusions particulières pouvons-nous tirer de ce concept ? Le capital social peut-il seul ou en grande partie expliquer le fossé entre les diverses politiques et le devenir d'une région ? Le capital social peut-il seulement compenser les déficiences structurelles pour rencontrer le succès en matière de développement rural ? Quel est le rôle de la multifonctionnalité, de la gouvernance locale et de la perception du civisme territorial dans cette course à la durabilité économique, socioculturelle et environnemental ? Quel type de politique pourrait valoriser le développement local ? Une plus grande intégration des politiques peut-elle permettre de contrer le processus de marginalisation ?
- 36 Le capital social s'enrichit plus facilement dans de bonnes conditions économiques, socioculturelles et environnementales. Tel que l'a affirmé Putnam (2000), « un individu bien connecté dans une société faiblement connectée n'est pas aussi productif qu'un individu bien connecté dans une société bien connectée. Et même un individu faiblement connecté vivant dans une société bien connectée peut en tirer bénéfice ». Cela pose clairement les limites du capital social comme outil de développement rural. Là où les conditions sont mauvaises, il est probable que la situation s'empire ; le capital social aurait grand peine à jouer un rôle de compensation ou, du moins, d'importants efforts seraient nécessaires. Mais le capital social n'en représente pas moins un atout précieux. Une « société connectée » et riche en termes de capital social peut plus aisément promouvoir le développement rural.
- 37 Dans un contexte de globalisation ou de postmodernité, les zones rurales sont sujettes à diverses mutations qui modifient les tendances et structures socioéconomiques locales. De nombreuses mutations ont un impact négatif sur l'engagement civique. Les populations disposent de moins de temps pour participer aux associations locales. La télévision, la communication de masse et l'internet donnent naissance à une sorte d'environnement virtuel. Le réseau n'a pas besoin de s'étendre à toutes les formes de divertissement et d'information. Mais la perte d'infrastructures locales, de commerces, de bars etc. coïncide également avec la perte d'opportunités en matière de lien social et de contact humain.
- 38 Le capital social local peut donc jouer un rôle décisif mais son influence ne devrait pas être surestimée. En règle générale, le capital social facilite l'utilisation de ressources locales, tant en termes de ressources naturelles que de ressources humaines, au travers de la création de réseaux sociaux, de la confiance et du civisme. Mais certaines limites et aspects négatifs doivent être soulignés :

Perspectives positives :

- Le concept de capital social est important pour l'explication de tendances non-économiques, MAIS il n'est pas le seul facteur qui permette de rencontrer le succès en matière de développement régional.
- Le capital social ne peut pas s'enrichir sans appui institutionnel. Les politiques doivent encourager la coopération, offrir des opportunités d'apprentissage et ainsi promouvoir la confiance entre les acteurs locaux (par exemple les initiatives LEADER). MAIS les politiques peuvent également détruire la base du capital social. La fermeture

de bureaux de poste, de services publics et de lignes ferroviaires perturbent les liens au sein d'une communauté. La communauté locale ne pourra pas palier ce manque.

- Le cadre socioéconomique et environnemental peut faciliter la construction du capital social MAIS le capital social est également une condition préalable à un développement rural solide.

- Le capital social peut jouer un rôle décisif pour la reconstruction d'identités locale et le retour de la confiance dans le contexte spécifique des pays de la communauté européenne qui sortent de la transition politique héritée de la chute des institutions collectives socialistes dans les zones rurales.

Côtés sombres :

- Le capital social peut causer l'exclusion sociale de tous ceux qui ne peuvent ou ne veulent se conformer aux normes locales.

- Des liens solides au sein d'une communauté fermée peuvent impliquer le rejet de nouveaux arrivants, de l'innovation, voire générer la xénophobie.

- L'adhésion aux associations ne donne que peu d'informations relatives à la qualité de la participation civique. Certaines personnes peuvent être membres de plusieurs associations alors que d'autres sont exclues (jeunes, personnes âgées, femmes, nouveaux résidents etc.)

- La disparition progressive des infrastructures locales contribue à la poursuite du déclin du capital économique et social et, en définitive, du capital social.

- 39 Le capital social ne doit pas être considéré comme une dimension constante et stable. Il s'agit généralement d'un flux, d'un élément en transition. La structure du capital social doit s'adapter en permanence aux nouveaux défis et aux nouveaux contextes. De nouvelles organisations collectives devront émerger pour répondre à de nouveaux besoins. Le plus grand défi concerne peut-être l'appréhension des structures politiques et des obstacles liés à l'intégration du développement rural dans le contexte d'un système national plus régionalisant et « programmé ». La question peut donc être posée ainsi : comment l'intégration rurale peut-elle être réalisée dans le cadre du nouveau paradigme du développement rural ? Le capital social peut être considéré comme un package de logiciels. Il doit être installé sur une infrastructure et des services qui fonctionnent afin que le développement rural rencontre le succès escompté.

BIBLIOGRAPHIE

ÁRNASON A., LEE J., SHUCKSMITH M., 2004. – Understanding networks and social capital in European rural development. Improving Living Conditions and Quality of Life in Rural Europe. EU Conference, Westport, Ireland.

BOURDIEU P., 1979. – La distinction. Critique sociale du jugement. Paris : Édition de Minuit.

BOURDIEU P., 1986. – « The Forms of Capital ». In: Richardson, John (Ed). Handbook of Theory and Research for the Sociology of Education. New York: Greenwood Press, pp. 241-258.

- BOURDIEU P., 1993. – « The Field of Cultural Production: Essays on Art and Literature ». Randal Johnson, intro & ed. Cambridge, Polity P, 1993. « Introduction », pp. 1-28; « The Field of Cultural Production », pp. 29-73.
- BURNETT K., 1998. – « Local Heroics: Reflecting on Incomers and Local Rural Development Discourses in Scotland ». *Sociologia Ruralis*, August 1998, vol. 38, n° 2, pp. 204-224 (21).
- BURT R., 2000. – Network Structure of Social Capital. University of Chicago in Institute Européen d'Administration d'Affaires.
- COLEMAN J., 1988. – « Social Capital in Creation of Human Capital ». *American Journal of Sociology*, 94: pp. 95-120.
- DAX TH., MACHOLD I. (eds) 2003. – *Voices of Rural Youth. A Break with Traditional Patterns? Policies and Young People in Rural Development (PAYPIRD)*. Bundesanstalt für Bergbauernfragen, Wien.
- FOUCAULT M., 1991. – « "Governmentality", trans. Rosi Braidotti and revised by Colin Gordon », in Graham Burchell, Colin Gordon and Peter Miller (eds), *The Foucault Effect: Studies in Governmentality*, pp. 87-104. Chicago, IL: University of Chicago Press.
- FUKUYAMA F., 1999. – « Social Capital and Civil Society ». Paper prepared for the International Monetary Fund conference on Second Generation Reforms, Nov. 8-9, 1999, Washington DC.
- GIDDENS A., 1990. – *The Consequences of Modernity*. Basil Blackwell, Oxford.
- NORRIS P., 2002. – *Making Democracy Work. Social Capital and Civic Engagement in 47 Societies*. Harvard University, Cambridge MA.
- NORRIS P., INGLEHART R., 2003. – *Gendering Social Capital. Bowling in Women's Leagues?* Harvard University, Cambridge MA.
- PUTNAM R., 1993. – *Making Democracy Work. Civic Traditions in Modern Italy*. Princeton University Press, Princeton New Jersey.
- PUTNAM R., 2000. – *Bowling Alone: the Collapse and Revival of American Community*. New York.
- RIFKIN J., 2001. – « The Age of Access. The new Culture of Hypercapitalism where all of Life is a paid-for Experience ». Jeremy P. Tarcher/Putnam, New York.
- SCHUBERT R., 2005. – « Farming's New Feudalism. Consolidation and biotechnology shrink farmers' options ». *World Watch Magazine*. May/June 2005.
- TILLBERG MATTSSON K., STENBACKA S., 2004. – « The Role of Social Capital in Local Development. The Case of Leksand and Rättvik, Sweden ». National Report to Restructuring in Marginal Rural Areas (RESTRIM).
- WOOLCOCK M., 1998. – « Social capital and economic development: Toward a theoretical synthesis and policy framework ». *Theory and Society* 27, pp. 151-208.

NOTES

1. Je souhaite remercier Hilka Vihinen et Marja-Liisa Tapio-Biström de MTT Economic Research à Helsinki qui ont participé à ce projet et avec qui j'ai développé les principales idées. Je remercie également Laura Fagarazzi de l'Université de Padova pour ses commentaires et critiques concernant la perception des questions environnementales dépeintes dans cet article.

RÉSUMÉS

La marginalisation rurale peut en grande partie s'expliquer par les conditions peu favorables et un manque de ressources, mais pas uniquement et pas dans toutes les régions. Certaines régions de faible densité, aux conditions économiques et climatiques peu favorables, et qui ne font pas l'objet de politiques locales d'envergure, s'avèrent plus viables que certaines régions bien plus aisées. Dans le présent article, nous nous demanderons si le capital social peut aider à combler ce fossé, et si tel est le cas, dans quelle mesure. Le rôle du capital social sera démontré en tant que vecteur d'un modèle le reliant avec le développement rural, la plurifonctionnalité, la gouvernance locale, la perception environnementale et les politiques nationales. Les résultats de certaines études de cas incluses dans le projet EUROLAN (Renforcement de l'usage multifonctionnel du Sol, prendre en charge la marginalisation) laissent entendre que le capital social devrait être mieux pris en compte par les acteurs politiques comme une question clé dans le processus de développement rural, freinant (lorsqu'elles sont faibles) ou encourageant (lorsqu'elles sont fortes et bien enracinées) la mise en œuvre de politiques de développement rural.

Rural decline is frequently explained in economic terms by unfavourable conditions and by missing resources or support. But this link is not entirely clear and does not apply in all regions. Some particularly remote rural regions with a very sparse population, a lack of policy support, poor economic performance and unfavourable climatic conditions prove more viable than some regions with more plentiful economic resources and support. The presentation will discuss the issue whether the concept of social capital could lead to a better understanding of these patterns. The role of social capital will be demonstrated by means of a model connecting it with rural development, multifunctionality, local governance and environmental perception and national policies. The findings of several case studies within the EUROLAN project (Strengthening the Multifunctional Use of Land: Coping with marginalisation), suggest that social capital should be more recognized by policy makers as a key issue in the rural development process, hampering (when weak) or supporting (when strong and well-rooted) the implementation of rural development policies.

INDEX

Mots-clés : capital social, développement rural, réseaux

Keywords : social capital, rural development, networks

AUTEUR

GEORG WIESINGER

Bundesanstalt für Bergbauernfragen Federal Institute for Less-favoured and Mountain Areas,
Vienna.

georg.wiesinger@berggebiete.at